

La Belgique francophone s'implique dans le travail des femmes

Maroc Le programme Min Ajliki a permis à cinq cents femmes et à leurs familles de sortir de l'exclusion sociale en créant leur entreprise.

Stéphane Tassin
Envoyé spécial au Maroc

Via Min Ajliki, 5 000 Marocains sont sortis de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les premiers résultats de ce programme de coopération au développement sont encourageants pour l'Apefe (Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger). Cet organisme, qui dépend de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie pour les structures, et du fédéral pour le financement – ce sont les joies institutionnelles belges –, a lancé en 2013 un programme qui vise le développement de l'entrepreneuriat féminin. *"Notre rôle est surtout de mettre en réseau les différents partenaires qui prennent part au projet"*, explique le responsable du bureau Apefe à Rabat, Benoît Stievenart.

La première mouture (2013-2017) a ainsi permis à 500 femmes de lancer une petite entreprise désormais pérenne. *"Une femme marocaine représente en moyenne une famille de dix personnes. Et ces dix personnes bénéficient des retombées de l'entreprise"*, poursuit Stievenart. Dans un pays où le poids des traditions reste particulièrement lourd, la femme qui crée son entreprise est un symbole qui permet de faire évoluer les mentalités. Le premier programme a tellement bien fonctionné qu'une deuxième mouture a été lancée en 2017. Elle s'achèvera en 2021. *"Deux ministres de l'Emploi successifs qui ne sont pas du même parti politique ont évoqué l'intention d'en faire un programme national"*, relève encore Benoît Stievenart, visiblement ravi de la

tournure prise par un projet parti de presque rien en 2013.

C'est la première étape qui est sans doute la plus difficile. Il s'agit pour les promoteurs de Min Ajliki de sensibiliser les femmes et désormais les jeunes – puisque le deuxième programme s'est ouvert à l'entrepreneuriat des jeunes quel que soit leur sexe. Pour ce faire, une camionnette va dans certains coins très reculés pour convaincre les femmes marocaines en situation de précarité de se lancer dans l'aventure. Vient ensuite, pour celles qui ont franchi le pas, la nécessité de se former. Le projet est ensuite mis sur les rails jusqu'à la pérennisation de l'activité. *"Il ne s'agit pas de remettre de la misère sur de la misère. Il n'est pas question de leur donner des illusions en leur promettant monts et merveilles. Si nous faisons cela, nous renforcerions leur précarité."*

"Il s'agit avant tout de redonner à ces personnes l'estime d'elles-mêmes", insiste Stievenart.

Travailler avec un smartphone

Pour permettre à ces mini-entreprises de prospérer, le recours au digital est essentiel. *"La plupart des gens n'ont pas de connexion à Internet chez eux. Mais presque tout le monde a un smartphone. Nous travaillons donc via des applications sur smartphone"*, ajoute notre interlocuteur. Les femmes qui parviennent à développer un projet disposent d'un espace de coworking pour une durée de dix-huit mois.

A la fin de juin, l'Apefe a guidé le ministre-Président wallon, Willy Borsus (MR), qui est vice-président de l'Apefe, dans un centre de formation et de soutien à la microfinance solidaire parrainé et financé par le roi Mohammed VI. Manifestement, le premier des Wallons a été séduit par l'initiative.

Mais qu'on ne se leurre cependant pas, les chiffres du travail féminin au Maroc restent interpellants. En 2013, 17 % de l'entrepreneuriat marocain était le fait des femmes. Ce chiffre est aujourd'hui de 13 %. Et chaque année, 100 000 Marocaines quittent le marché du travail.